

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N°00040/AOIR/MINFI/DGB/DREF/C SFI/SPM/CIPM DU 06/11/2024 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'EXPERTS POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE FORMATION MASSIVE OPEN ONLINE COURSE (MOOC) SUR L'ÉLABORATION ET L'ACTUALISATION DES PLANS D'ENGAGEMENT.

1. Objet

Le Ministre des Finances lance, pour le compte de son département ministériel, un Appel d'Offres International Restreint en procédure d'urgence pour le recrutement d'un cabinet d'experts pour le développement d'une formation Massive Open Online Course (MOOC) sur l'élaboration et l'actualisation des plans d'engagement, sur financement du Budget du Ministère des Finances de l'exercice 2024.

2. Consistance des prestations

2.1 – Objectif Général

Les travaux de développement d'une formation Massive Open Online Course (MOOC) sur l'élaboration et l'actualisation des

Plans d'Engagement vise principalement à permettre aux acteurs impliqués dans l'élaboration des plans d'engagement de s'autoformer de manière permanente et gratuite.

2.2 – Objectifs spécifiques

Plus précisément, il s'agira de :

- Développer un MOOC sur l'élaboration des PES et PEC, en version française et anglaise, pouvant fonctionner en ligne sur le site www.rfp.cm et hors ligne ;
- Dématérialiser les ressources liées à la formation sur l'élaboration des PES et PEC et les rendre accessibles sur le site www.rfp.cm ;
- Démocratiser l'accès à la formation sur les plans d'engagement en rendant les ressources y relatives disponibles et accessibles gratuitement ;
- Renforcer le suivi des apprenants ;
- Transférer les droits de propriété et d'utilisation de tous les codes sources, des contenus et produits issus des travaux à la Division de la Réforme Budgétaire.

3.Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quarante (40) millions de F CFA.

4.Allotissement

Sans objet.

5.Participation et origine

Le présent Appel d'Offres est ouvert aux cabinets et/ou groupements de cabinets ci-après retenus suite à la Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N°000002/ASMI/MINFI/SG/DGB/DREF/CSFI/SPM du 30 Avril 2024:

- Groupement BAKARTILLY- UPTITUDE-DAREDAB, BP : 478

Yaoundé-Cameroun

Tel : (237) 699 19 78 12/653 82 92 98, Email : jean.menye@gmail.com;

– E-BOOK AFRICA, B.P : 11971 Yaoundé-Cameroun, Tel : 237 678 571 296/690 653 466;

– ICCSOFT, B.P 5937 Yaoundé-Cameroun, Tel : (237) 242 01 63 05, Fax : (237) 222 21 28 17

Site web : www.iccsoft.cm, Email : Info@iccsoft.cm.

6.Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget du Ministère du Ministère des Finances, exercice 2024, imputation : 58 65 201 03 390004 361820.

7.Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Services des Marchés du Ministère des Finances, (porte 335), troisième étage du Bâtiment A.

8.Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu ou remis à la Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Services des Marchés du Ministère des Finances, (porte 335), troisième étage du Bâtiment A, sur présentation de l'original d'une quittance de trente mille (30 000) Francs CFA non remboursable, payable uniquement au Trésor Public.

9.Remises des offres

Les offres sont établies en Français ou en Anglais, en sept (07) exemplaires (un (01) original et six (06) copies marqués comme tels). Elles devront être scellées, cachetées et parvenir remettre à la Direction des Ressources Financières,

Sous-Direction du Budget et du Matériel, Services des Marchés du Ministère des Finances, (porte 335), troisième étage du Bâtiment A, au plus tard le 27/11/ 2024 à 13heures, heure locale, sur décharge et porteront la mention :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE
D'URGENCE

N°00040/AOIR/MINFI/DGB/DREF/CSFI/SPM/CIPM DU 06/11/2024

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'EXPERTS POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE FORMATION MASSIVE OPEN ONLINE COURSE (MOOC) SUR L'ÉLABORATION ET L'ACTUALISATION DES PLANS D'ENGAGEMENT.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement»

10. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution de soixante (60) jours, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations. Ce délai comprend le temps nécessaire au Maître d'Ouvrage pour apprécier les différents rapports qui seront soumis à son évaluation dans le cadre de ce marché.

11. Cautionnement Provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement bancaire de première ordre ou une compagnie d'assurance agréé par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de huit cent (800 000) F CFA de la proposition financière Toutes Taxes Comprises (TTC) du soumissionnaire, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées

conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Gouverneur, Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres pourra être rejetée. Plus précisément, l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un établissement bancaire de 1er ordre ou une compagnie d'assurance agréé par le Ministère chargé des Finances.

12.Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requis doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement bancaire de 1er ordre ou une compagnie d'assurance agréé par le Ministère chargé des Finances

entraîne le rejet immédiat de l'offre.

13.Ouverture des Plis

Elle se fera en deux temps ainsi qu'il suit :

- L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu le 27/11/ 2024 à partir de 14 heures locale, dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés du MINFI sise à Mvog-Ada immeuble face collège Montesquieu siégeant, en présence des soumissionnaires qui le désirent.

- A l'issue de l'analyse des dossiers administratifs et des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera réalisée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant eu la capacité juridique requise et ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 70 points sur 100.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée, et ayant une parfaite connaissance de leur offre.

14.Critères d'évaluation

14.1 – Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires ci-après sont valables autant pour l'évaluation du dossier administratif que pour l'évaluation des offres techniques et financières.

Il s'agit de :

1. Dossier administratif incomplet ou non-conformité d'une pièce après le délai de 48 heures ;

2. Absence de la caution de soumission lors de la séance de dépouillement ou la présence d'une caution de soumission

n'ayant aucun lien avec le Dossier d'Appel d'Offres ;

3. Pièce falsifiée ou Fausse déclaration ;
4. Présence dans l'offre technique des informations relatives à la proposition financière ;
5. Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
6. Absence de l'offre financière témoin ;
7. Omission de renseigner un prix unitaire quantifié dans l'offre financière.

14.2- Les critères essentiels

N°	CRITERE	NOTE (en points)
1	Capacité financière	/10
2	Références du Bureau d'Etudes	/15
3	Compréhension des Termes de Références	/25
4	Méthodologie et planning d'exécution de la mission	/20
5	Expérience et qualification du personnel clé affecté à la mission	/20
6	Présentation générale de l'offre	/5
7	Rapport qualité-prix	/5
TOTAL		100

Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

$\frac{(70 \times \text{Note technique (Nt)}) + (30 \times \text{Note financière (Nf)})}{100}$
$N =$

La note finale N sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule : $Nf = (100 \times Fm) / F$.

Fm = le montant de la proposition la moins disante ;

F = le montant de la proposition considérée.

Le soumissionnaire ayant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché par le Maître d'Ouvrage.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour

l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont la note finale sera celle la plus élevée.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés – Bâtiment A, Porte 325 (Téléphone : 222 22 54 86), ou à la Division de la Réforme Budgétaire, Bâtiment B du MINFI, premier étage, Direction Générale du Budget, Téléphones : 677 343 579 ; 694 836 935/695 916 601.

En outre, pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

YAOUNDE Le 06-11-2024
Le MINISTRE
MOTAZE Louis Paul